

[L'étude allemande bidon sur les perdants de l'euro](#)

Luc de Barochez , *Le Point*, 28 février 2019

La création de l'euro, [il y a 20 ans](#), a-t-elle été une catastrophe pour la [France](#) et l'Italie ? La controverse est aussi vieille que l'euro lui-même. Deux économistes d'un institut ordolibéral allemand, le Centrum für europäische Politik (CEP) de Fribourg-en-Brisgau s'y sont néanmoins bravement attaqués. Après tout, il s'agit là d'une des grandes interrogations macro-économiques de notre époque : que se serait-il passé si la monnaie unique n'avait pas été adoptée ? Si la France avait toujours le franc, l'[Italie](#) la lire et l'[Allemagne](#) le deutschemark ? [La réponse péremptoire donnée par les auteurs de l'étude](#) ravit tout ce que la France et l'Italie comptent d'eurosceptiques, qu'ils soient de droite ou de gauche. L'euro, prétendent-ils, a rendu plus pauvres les Français (qui auraient perdu 56 000 euros par tête depuis 20 ans), mais aussi les Italiens (74 000 euros par tête) et même la grande majorité des 19 pays de l'union monétaire, à part trois exceptions : les Allemands, les Néerlandais et... les Grecs. Chaque Allemand aurait ainsi gagné 23 000 euros grâce à l'euro depuis deux décennies, par rapport à ce qu'aurait été le revenu moyen si le deutschemark avait été conservé.

Problème : l'étude ne tient pas debout. Il est toujours délicat de refaire l'histoire. « Avec des si, on mettrait [Paris](#) en bouteille », dit le dicton. On peut toujours se demander ce qu'il se serait passé si le mur de Berlin n'était pas tombé, si [Lénine](#) n'avait pas lu Karl Marx, si Napoléon avait gagné à Waterloo... Les spécialistes appellent « uchronie » ce genre d'exercice. En général, il s'agit d'une pure construction intellectuelle. Mais en l'occurrence, les deux économistes du CEP se sont livrés à de savants calculs, qu'ils prétendent sérieux. La méthode qu'ils ont employée est pourtant sujette à caution. Elle revient à comparer les grands pays de la zone euro avec un échantillon de pays qui ont traversé une conjoncture économique similaire avant le passage à l'euro. Et à regarder ce qu'il s'est passé depuis.

Des choix surprenants

L'usage de la méthode en question « est critiquable, car celle-ci s'applique en général aux analyses microéconomiques, et non macroéconomiques de long terme », explique au *Point* Alberto Alemanno, professeur de droit de l'Union européenne à HEC Paris. Les données retenues pour générer l'analyse sont également contestables. À ses yeux, « il y a un problème de validité interne de l'étude, notamment par rapport au groupe de contrôle retenu. En en modifiant les membres, selon d'autres critères, on peut aboutir à des résultats différents, par exemple que l'Allemagne sort perdante de l'euro ou la France grande gagnante ». Il y a quelques années, [une étude effectuée par d'autres économistes](#) et utilisant la même méthode avait donné, de fait, des résultats tout à fait différents.

Même en faisant abstraction des critiques de principe contre la méthode employée, des économistes comme Pierre Aldama ont souligné que les auteurs l'avaient en outre appliquée « de façon fallacieuse ». L'échantillon de pays utilisés pour la comparaison est surprenant (les Barbades pour le Portugal, l'Australie pour la France et l'Italie...). Or, en principe, les pays utilisés pour la comparaison « doivent partager des caractéristiques similaires », a observé Pierre Aldama sur Twitter.

De son côté, l'économiste italien Alessandro Martinello, qui enseigne à l'université de Lund en Suède, a souligné [dans un article pour la revue en ligne Strade](#) le biais de l'étude consistant à imputer à l'euro la faiblesse de croissance de certains pays. L'Italie, a-t-il fait remarquer, souffrait déjà d'un déficit de productivité dans les années 90, avant l'adoption de l'euro. Ce dernier ne

saurait donc être le coupable. En France comme en Italie, c'est plutôt le manque de réformes structurelles qui a conduit à la mollesse de la croissance.

« Si tous les pays s'en étaient tenu aux règles de Maastricht, ils auraient tous profité de l'euro »

En Allemagne, les experts du CEP ont reçu une volée de bois vert de la part des principaux économistes du pays. Clemens Fuest, directeur de l'institut IFO de Munich, a expliqué que « ni les profits importants de l'Allemagne ni les pertes massives de la France et de l'Italie ne pouvaient avoir été causés par l'introduction de l'euro ». D'après lui, « de manière générale, toutes les thèses prétendant identifier quels sont les perdants et les gagnants de l'euro n'ont, en général, aucune base sérieuse », et l'étude du CEP ne déroge pas à la règle.

Marcel Fratzscher, qui dirige le Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) à Berlin, a estimé que les résultats de l'étude n'étaient « pas probants », la méthode étant « inadaptée ». Selon lui, la confiance et la stabilité qui ont été générées par l'euro ont apporté aux pays du sud de l'Europe des gains qui ne sont pas pris en compte par le CEP. « Ce n'est pas l'euro qui est responsable de la crise de la dette, mais les erreurs des gouvernements », a ajouté Marcel Fratzscher au quotidien *Tagesspiegel*. Dans le même sens, Jörg Krämer, chef économiste de la Commerzbank, a indiqué que « si tous les pays [de la zone euro] s'en étaient tenu aux règles de Maastricht, ils auraient tous profité de l'euro ».

Marge de manœuvre

À Bruxelles, le porte-parole de la Commission européenne a abondé dans ce sens. « Nous considérons que les conclusions [de l'étude] sont biaisées et qu'elles ne s'appuient ni sur des faits ni sur des preuves scientifiques. Il s'agit selon nous d'une analyse mal conduite et nous nous interrogeons sur les motivations qui ont conduit à la mettre en avant ». Le CEP est de fait un organisme proche des économistes eurosceptiques qui avaient contribué voici cinq ans à la création du parti populiste Alternative pour l'Allemagne (AfD), même s'ils ont quitté quelques années plus tard ce mouvement qui a dérivé à l'extrême droite.

Par ailleurs, l'évaluation effectuée par le CEP ne prend pas en compte la politique monétaire de la Banque centrale européenne qui, sous l'impulsion de son président Mario Draghi, a adopté depuis 2012 une politique de liquidités ultra-abondantes et de taux d'intérêt nuls, qui a pour effet de rendre l'emprunt moins cher. L'Italie et la France figurent au premier rang des bénéficiaires de cette politique, qui a considérablement réduit le coût de leur énorme dette publique. Enfin, toute étude sérieuse sur l'impact de l'euro devrait aussi prendre en compte le gain de souveraineté qu'il induit pour les pays membres, par exemple en accordant à Paris comme à Rome une marge de manœuvre budgétaire supérieure à ce qu'elle serait si leurs gouvernements devaient gérer des monnaies faibles. Une donnée qui, là encore, n'est pas prise en compte par l'étude du CEP.